



Editorial : Plus que le bouc
P.2



Notre dossier : Djibouti sur les traces du Singapour ?
P.3



Quelle est la prochaine étape pour les ONGs opposées à l'exploitation du pétrole ougandais ?
P.5



Un réseau qui aide les journalistes africains à collaborer sur les questions du climat
P.5

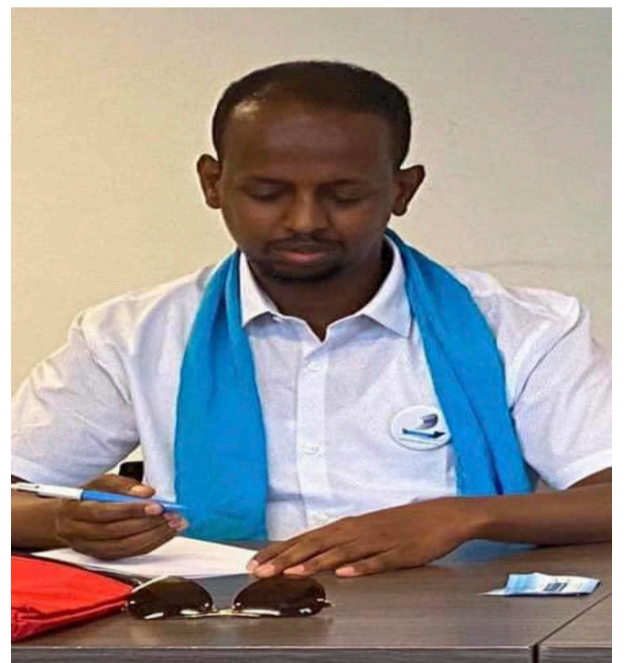


Birmanie : Attaque meurtrière de la junte au pouvoir contre un village
P.6



Récit : Asli et les siens (Suite)
P.7

Arrestation du coordinateur du MRD en Europe à Djibouti.



Mohamed Ibrahim

Selon une déclaration publiée le jeudi 13 Avril au soir, le parti MRD a informé que son secrétaire général de la fédération du MRD en Belgique et coordinateur du MRD en Europe, Mr Moustapha Ahmed Ali dit « Awsan », était arrêté le même jour, peu avant 8h du matin, heure locale.

Toujours d'après la déclaration du MRD, le coordinateur serait arrêté à sa descente d'avion, à l'aéroport international d'Ambouli. Il serait arrêté même à l'intérieur de l'avion par des agents de services de la do-

cumentation et de sécurité (SDS). Ce service communément appelé « SDS », est le service secret djiboutien. Il s'agit bien du même service qui avait arrêté et expulsé les deux membres de la mission du FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) à Djibouti, le mois dernier.

Et, d'après son parti le MRD, le coordinateur du MRD serait détenu dans les locaux du service secret au plateau du serpent à Djibouti.

Le belgo-djiboutien en provenance de Bruxelles dont il vit, n'avait pas d'antécédents judiciaires et était en règle au niveau de ses papiers de voyage. L'objet de son voyage serait d'ordre privé, une visite auprès de ses pa-

rents qu'il n'avait pas vu depuis un certain temps. En tout cas, cette arrestation fait suite à d'autres arrestations comme celle du chargé de communication du parti ARD, Mr Ahmed Ali Mohamed récemment arrêté sans motif valable d'après son parti aussi. Et, celle, qui a conduit l'expulsion des deux membres de la mission FIDH le mois dernier.

Malgré, les dires du Président Ismael Omar Guelleh, lors d'un récent interview au magazine, Jeune Afrique, dont il affichait une certaine détente avec l'opposition, la répression à l'encontre de l'opposition semble s'intensifier de nouveau à Djibouti. Et, les arrestations se multiplient. Certains

analystes lient la fébrilité du régime à la présence à Djibouti, du principal leader de l'opposition Dr Daher Ahmed Farah qui était rentré fin décembre 2022 à Djibouti. Alors, comment interpréter les « dires » président Guelleh lors de cet interview, où il affirmait qu'il se « réjouissait » de la présence à Djibouti, du président du parti MRD? Un parti dont il ne veut pas toujours rendre sa légalité, malgré la décision du haut comité des droits de l'homme de l'ONU qui avait condamné le régime djiboutien « à rétablir dans ses droits, le parti MRD, injustement dissout par le pouvoir djiboutien » ■

EDITORIAL: Plus que le bouc



Mahamoud DJAMA

L'homme aux cinq mandats de pouvoir, celui dont un télégramme américain de 2004 disait que, sous sa présidence, la République de Djibouti était "moins un pays qu'une Cité-État commerciale contrôlée par lui", le vieil homme qui refuse de se reposer et dont le journal Jeune Afrique est prompt à recueillir les propos, un certain Ismail Omar Guelleh a reçu, en son palais dit présidentiel, dimanche 9 avril 2023, l'envoyé spécial du président somalien pour les pourparlers avec le Somaliland, Abdikarim Hussein Guled. La courte vidéo diffusée sur la rencontre ne donne pas peu à voir.

Au-delà du contraste physique lié à la différence de corpulence, les images en disent long sur Guelleh. Le vieil autocrate apparaît fatigué, le geste lent, le visage peu expressif, peinant à respirer. Il laisse l'impression de beaucoup se traîner. Le regard frais de son visiteur trahit

comme un étonnement devant son état. Il devait s'attendre à une meilleure forme de sa part, malgré ses 76 ans et sa santé déclinante.

Pour plus d'un observateur, il y avait là un vieil homme atteint, subissant une souffrance tue. Une sorte d'enfer intérieur déjouant toute tentative d'évasion. Alors quoi ? Dans le contexte actuel où sa pratique du pouvoir est peu aidante, les sujets d'inquiétude ne manquent pas chez lui. D'abord, à l'intérieur des frontières nationales. Le fiasco électoral du 24 février 2023, en est une illustration. Les fins de mois de plus en plus difficiles pour les caisses de l'État en sont une autre. A l'extérieur ensuite, où sa position sur la scène régionale semble peu confortable. Il serait, par exemple, tourmenté par la crise qui a éclaté au Somaliland, autour de la région Sool-Sanaag-Cayn (SSC).

Précisément, au cœur de la rencontre entre Guelleh et Guled, ce même sujet : le Soma-

land. Un État auto-proclamé indépendant le 18 mai 1991 mais resté sans reconnaissance internationale depuis lors. Y compris de la part de Haroumouss : pas plus tard que dans son dernier entretien en date avec Jeune Afrique, publié au début de ce mois d'avril 2023,

"Nous serons les derniers à le reconnaître. Pourquoi vouloir créer d'autres problèmes à nos frontières ?"

l'autocrate a réitéré son refus : "Nous serons les derniers à le reconnaître. Pourquoi vouloir créer d'autres problèmes à nos frontières ?".

Pourtant, il est abondamment accusé de s'ingérer dans le conflit en SSC dont la décision de retour en République de Somalie est vécue comme une menace existentielle par

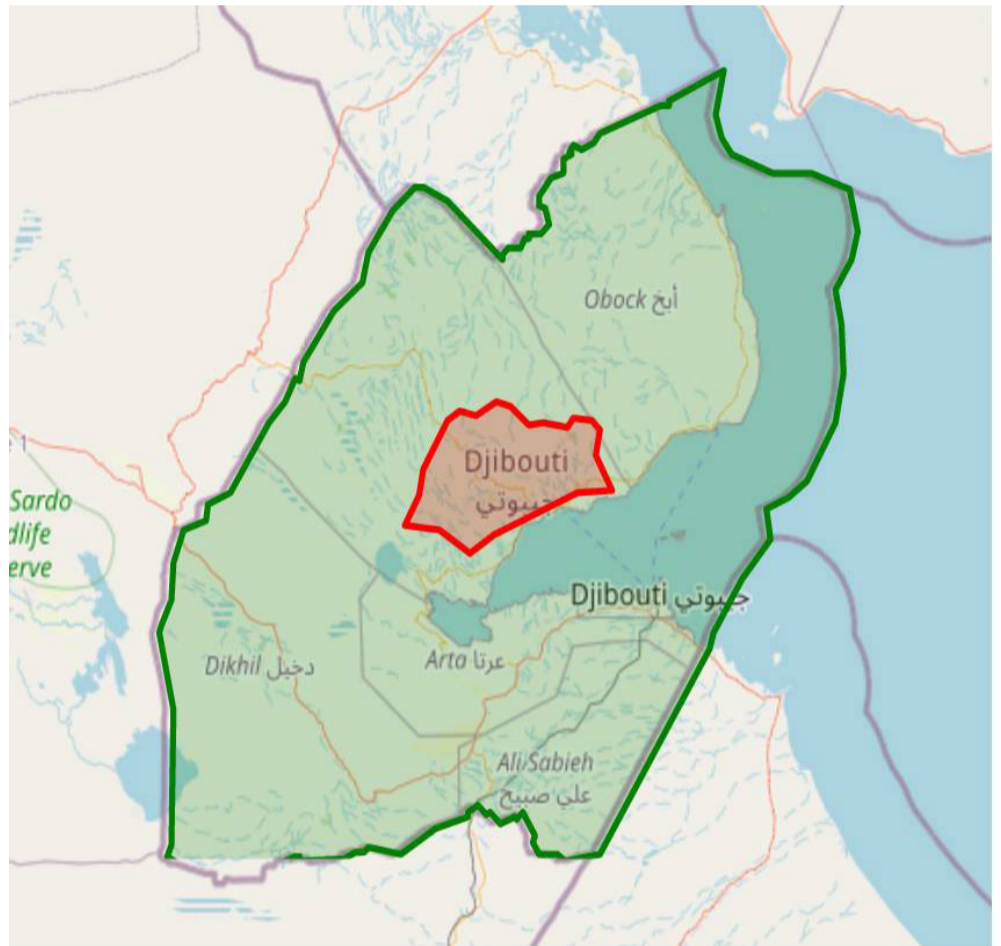
le pouvoir de son ami Mousa Bihi Abdi du Somaliland. Il est même accusé de ne pas être étranger à la nomination d'un envoyé spécial en la personne de Monsieur Guled. Quoi qu'il en soit, la question se pose : De quoi, au juste, a-t-il parlé avec lui ? S'est-il montré au-dessus de la mêlée, seulement soucieux de la paix et de la fraternité entre les frères et sœurs concernés ? Ou a-t-il plutôt recommandé du partial et du personnel au représentant, comme cela se murmure ici ou là ?

Certaines sources concordent pour attribuer l'état de fatigue du vieil homme à ce qui passe au Somaliland. Vrai ? En tout cas, et comme le dit un dicton somali, il y avait, ce dimanche, plus que le bouc en jeu : baroortu orgiga ka weyn. Plus à voir dans cette vidéo que l'impact de l'âge et des ennuis de santé qu'il favorise... ■

Notre dossier : Djibouti sur les traces du Singapour ?

Djibouti vs Singapore

Djibouti		Singapore	
	23180km ²		687km ²
+	25894km ²	+	1425km ²



Mahamoud DJAMA

Y a-t-il un modèle de développement repérable à Djibouti ? La réponse à cette question n'est pas simple, tant le contexte économique djiboutien est délabré sous le pouvoir en place. Mais certains observateurs et un certain discours officiel local évoquent quelque chose de l'ordre du modèle. L'on peut notamment lire dans un article du Financial time un "rêve de Nouveau Singapour". <https://www.ft.com/content/15aefce3-2e6b-4e1a-b480-bfco66f7d8dd>.

Alors, quel est le modèle de développement économique du Singapour, l'un de ces pays du Sud-est asiatique qui ont éco-

nomiquement décollé et que l'on appelle communément les dragons? Le Singapour est une des économies les plus ouvertes au reste du monde. C'est une

Le Singapour est une des économies les plus ouvertes au reste du monde. C'est une économie qui a axé son développement sur les technologies de pointe et le capital humain, c'est-à-dire sur la qualité.

économie qui a axé son développement sur les technologies de pointe et le capital humain,

c'est-à-dire sur la qualité. Singapour encourage activement les investissements par le biais d'un ensemble de mesures d'incitations fiscales et non fiscales. Celles-ci ont pour but, entre autres choses, d'encourager les entreprises locales à se développer, investir dans la recherche-développement et la formation, internationaliser leur production et profiter des possibilités des marchés publics.

A travers cette brève description, on peut comprendre que l'économie du Singapour est portée par la matière grise de sa population. Celle-ci bénéficie de l'une des meilleures éducations au monde. Ainsi, l'élève singapourien moyen a environ

deux ans d'avance sur ses pairs de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) en matière d'alphabétisation.

L'OCDE est une organisation internationale dont sont membres 34 pays. Sa mission est de promouvoir les politiques qui améliorent le bien-être économique et social dans le monde. Tous les trois ans, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE mesure la capacité des jeunes de quinze ans à appliquer leurs connaissances dans des situations réelles. C'est un test complexe qui nécessite une réflexion créative et critique.

Mahamoud DJAMA

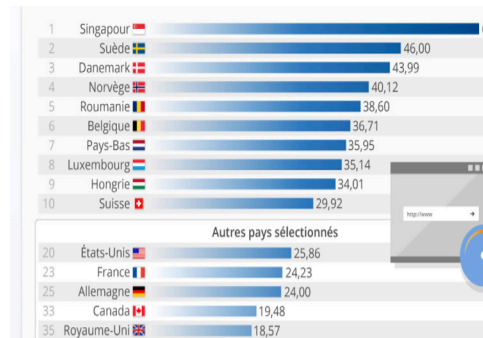
Or, depuis sa création en 1997, Singapour a toujours été en tête du classement PISA. En mathématiques, Singapour obtient un score de 569, distançant les grands pays anglo-saxons comme l'Australie (491), le Royaume-Uni (502) et les États-Unis (478). En Afrique, seules la Tunisie, l'Algérie et le Maroc participent à ce programme.

Alors, si le modèle du développement économique du Singapour repose sur l'éducation et la formation de sa population, qu'en est-il à Djibouti qui voudrait, dit un certain discours, suivre l'exemple de ce pays ? L'actuel système éducatif djiboutien est celui laissé par l'administration coloniale mais réformé par une loi du 10 juillet 2000, suite aux états dits généraux de décembre 1999. Notre enquête montre que des statistiques (chiffres et graphiques) sont mises en avant par le gouvernement selon une périodicité souvent annuelle. Ces statistiques indiquent une montée quantitative des effectifs, des établissements d'enseignement et des diplômés. Contrastant avec cette évolution, le budget de l'éducation nationale et de la formation professionnelle a peu bougé. Il reste modeste, trop modeste au regard de "l'ambition à la Singapour". Il fait piètre figure à côté du budget de la sécurité. De même, la réforme a accéléré les inégalités entre les écoles. Celles des quartiers populaires, des banlieues et des régions sont moins loties que les écoles des

secteurs favorisés de la capitale et certains établissements privés. Comme pour cacher cette réalité, le gouvernement a imposé le port de "l'uniforme scolaire" qui représente un fardeau financier pour les trop nombreuses familles pauvres.

Cela suggère que l'éducation et la formation ne sont pas la priorité ou une priorité majeure pour le gouvernement. De fait, la réforme de 1999-2000 a massifié l'école et essayé de mettre du djiboutien dans les programmes. La qualité n'a pas suivi, peu prise en compte. Ce, qu'il s'agisse de la dimension pédagogique (offrir à la fois du sens et du contenu), de la formation des enseignants (elle laisse beaucoup à désirer), de l'association des parents d'élèves et autres acteurs sociaux à la marche de l'école, ou encore de la gestion et de l'évaluation du système. L'enseignement supérieur, par ailleurs embryonnaire, a hérité de ce lourd déficit de qualité. De l'avis même des enseignants-chercheurs (voir la lettre ouverte de 30 enseignants-chercheurs : <https://human-village.org/spip.php?article941>), l'université de Djibouti est un "grand lycée", tant sa gouvernance est mauvaise et néglige trop la recherche.

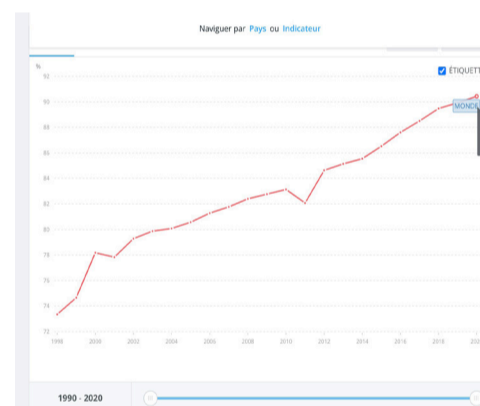
Un autre élément de comparaison entre le Singapour et Djibouti est l'accès à la connexion internet : <https://fr.statista.com/infographie/15448/pays-ou-internet-est-le-plus-rapide-vitesse-de-telechargement/>



Avec une vitesse de téléchargement de 8,7 Mbit/seconde en moyenne pour l'Internet à haut débit sur le réseau fixe, la République de Djibouti s'est classée 159ème dans une comparaison internationale. Le taux d'upload était de 10,13 Mbit/seconde (122ème place).

Si l'on retient l'accès à l'électricité, voici la courbe de Singapour, suivie de celle de Djibouti :

Singapour



Voici la situation à djibouti



A la lumière de ce qui précède, l'on ne peut pas dire que Djibouti marche sur les traces du Singapour et suit son modèle de développement. A suivre ■

Traduit de l'anglais avec Independent Uganda : "Quelle est la prochaine étape pour les ONGs opposées à l'exploitation du pétrole ougandais ?

Osman Robleh

Ceux poursuivant en justice TotalEnergies comprennent Les Amis de la Terre-France, Survie, et quatre organisations de la société civile ougandaise qui sont l'Institut africain pour la gouvernance de l'énergie (AFIEGO en anglais) de Dickens Kamugisha, Réponse civique sur l'environnement et le développement (CRED) de Bashir Twesigye, l'association

nationale des professionnels de l'environnement de Frank Muteramuzi en liaison avec Les Amis de la Terre-Ouganda (qui est affiliée aux Amis de la Terre Internationale) et l'Association des navigateurs du développement (NAVODA). Dans leur action en justice de 2019, ils ont fait valoir que la mise en place de la Canalisation du pétrole brut est-africain (EACOP) viole "l'obligation de vigilance" imposée par une législation française de 2017. Cet-

te dernière oblige les entreprises transnationales comme TotalEnergies à éviter de mettre en danger la santé, les droits humains, la sécurité (des personnes) et l'environnement. Les ONGs ont également accusé TotalEnergies de "prendre de la terre à plus de 100 000 habitants affectés par le projet sans compensation adéquate". Ils ont encore soutenu que la compagnie avait l'intention de forer des puits dans les Chutes

qui mettrait en danger l'une des biodiversités les plus protégées en Afrique" (What Next for NGOs Against Uganda Oil?) ■



Traduit de l'anglais avec VOA : "Un réseau qui aide les journalistes africains à collaborer sur les questions du climat

Waberi Osman

Comme de plus en plus de personnes s'inquiètent des effets du changement climatique sur leurs vies, des journalistes, dans une profession par ailleurs en lutte pour survivre, se spécialisent dans l'environnement. Mais ce n'était pas toujours le cas, a déclaré Frederick Mugira, fondateur des Journalistes de l'eau en Afrique, le réseau le plus large de journalistes du continent

travaillant sur l'eau. Mugira a dit que lorsqu'il lançait l'organisation en 2011, "pas grand-chose n'était traité au sujet de l'eau". Mais à présent, "nous avons plus de journalistes préférant se spécialiser dans l'eau et les questions climatiques". Mugira, un journaliste distingué pour son travail et vivant à Kampala, en Ouganda, a fondé le réseau pour partager les idées et fournir de la formation. Du reportage d'investigation sur l'impact

d'une large industrie agricole au Cameroun à un autre sur le comment les plastiques et la pollution de l'eau dévastent la pêche dans les Grands Lacs africains, la coalition mène un journalisme combinant données environnementales et solutions. Composée d'environ 1000 journalistes à travers l'Afrique, le réseau travaille de manière collaborative pour enquêter sur les questions de l'eau, de la vie sauvage, de la biodiver-

sité et du changement climatique" (Network Helps Connect African Journalists on Climate Issues) ■



Birmanie : Attaque meurtrière de la junte au pouvoir contre un village



Waberi Osman

Mardi 11 avril 2023, une attaque aérienne a tué des dizaines de personnes dans un village, au centre de la Birmanie. La junte militaire au pouvoir dans le pays a reconnu la responsabilité de cette frappe meurtrière que la communauté internationale a aussitôt condamnée. Monsieur Volker Türk, haut-commissaire des Nations-Unies aux droits de l'homme, s'est déclaré "horrorifié". L'ONU a demandé la traduction en justice des coupables. "Il semble que des enfants qui dansaient, ainsi que d'autres civils, lors de la cérémonie d'ouverture d'un centre du village de Pazi Gyi, dans le district de Kanbalu, fassent partie des victimes », a affirmé Volker Türk. Il a accusé l'armée birmane d'avoir une fois de plus ignoré "les obligations juridiques claires

(...) de protéger les civils dans la conduite des hostilités et d'avoir fait preuve d'un "mépris flagrant pour les règles du droit international qui s'y rapportent".

Selon des sources telles que BBC Burmese et Radio Free Asia, l'attaque a fait au moins cinquante morts et des dizaines de blessés. Mais le bilan pourrait monter à cent morts, a confié une source rebelle à l'Agence France-Presse (AFP). Des témoins oculaires ont également signalé une centaine de morts. Sur les réseaux sociaux, des vidéos montrent des corps éparpillés dans des maisons en ruines.

Selon le porte-parole de la junte, Zaw Min Tun, "Il y avait une cérémonie d'ouverture d'un bureau de la Force de défense du peuple (PDF) dans le village

de Pazi Gyi." Puis il a confirmé la frappe en ces termes : " Nous avons attaqué cet endroit". Il a dit que certains morts étaient des combattants en uniforme opposés au coup d'État, mais il a reconnu "qu'il pourrait y avoir des personnes portant des vêtements civils". L'officiel n'a pas annoncé de bilan, se bornant à affirmer : "D'après les informations que nous avons obtenues sur le terrain, les personnes tuées ne l'ont pas été uniquement à cause de notre attaque. Il y avait des mines enfouies par les PDF autour de cette zone".

Les États-Unis d'Amérique ont exprimé leur "profonde préoccupation" face à ces attaques. Ils l'ont fait par l'intermédiaire du porte-parole du département d'Etat, Vedant Patel. Pour Washington, ces actes "soulignent une

fois de plus le mépris du régime pour la vie humaine et sa responsabilité dans la terrible crise politique et humanitaire qui sévit en Birmanie depuis le coup d'Etat de février 2021". Et d'"appeler le régime birman à cesser ces violences atroces, à permettre un accès humanitaire sans entrave et à respecter les véritables aspirations démocratiques et inclusives du peuple birman".

De son côté, le ministère allemand des affaires étrangères a condamné mardi soir "le raid aérien de l'armée birmane qui a tué des dizaines de civils, dont des enfants. (...) Nous exigeons que le régime cesse toute violence contre la population immédiatement"

Waberi Osman

Quant au gouvernement d'unité nationale (NUG), fondé par des ex-députés dont plusieurs en exil du parti d'Aung San Suu Kyi et qui inclut un autre parti d'opposition, il a dénoncé un "nouvel exemple de l'usage aveugle de la force extrême contre des civils innocents".

Le village visé se trouve dans la région de Sagaing, près de la deuxième ville du pays, Mandalay. La junte rencontre une forte résistance dans cette partie du pays et des combats s'y déroulent depuis des mois. Selon le haut-commissaire de l'ONU, il y a "des motifs raisonnables de croire que l'armée et les milices qui lui sont affiliées sont responsables d'un

large éventail de violations des droits humains et d'abus depuis le 1er février 2021".

Rappelons que, depuis ce 1er février 2021, la Birmanie connaît une situation de guerre qui oppose les militaires au pouvoir et des citoyens qui ont pris les armes pour leur résister. Comme elle rencontre des difficultés sur

la terre ferme, l'armée birmane n'hésite pas à utiliser son aviation contre les groupes armés. Ces derniers sont déterminés et contrôlent des portions du territoire national ■

CULTURES&SOCIETES

Nos lecteurs ont du talent

Récit : Asli et les siens (Suite)



Set son père le déposent sur une route qui passe près du domicile familial. Elle porte un nom communautaire datant de la période coloniale, choix et vestige d'une administration délibérément divisionniste. De son pas habituel posé, il regagne la maison. Sa famille, le père en moins car encore au travail, l'attend. Il ne la retrouve pas sans stress, même si, tout au long de l'examen, il en a rassuré les membres. Il se dirige vers sa mère, la prend dans ses bras et, dans le même mouvement, annonce à tous la bonne nouvelle. Cris de joie. Asli pousse un généreux youyou, suivi d'un baiser sur la joue glabre du bachelier. Il est ému au plus profond, comme si le bébé qu'il a été s'est soudain réveillé en lui. Encore une fois, un projet à deux, car c'en est un,

vient d'être mené à son terme. "Merci pour tout, Mère", lui dit-il, des trémolos dans la voix.

Suivent un paquet de bonbons et un mini-sac de pièces de paiement, vidés tous deux au-dessus de sa tête. Leur contenu retombe le long de son corps, telle une pluie du ciel. Cela se nomme foolla, d'un terme local qui signifie geste de félicitations. Plusieurs enfants accourus des alentours et les plus jeunes de sa fratrie se partagent gaiement friandises et menue monnaie. Puis, ils font place à des adultes voisins venus le féliciter. Ceux-ci savent qu'il est l'un des premiers bacheliers de cette partie du quartier. A la présente session de juin 1983, à peine 68 Djiboutiens ont obtenu le diplôme. La massification scolaire reste encore à venir.

En rentrant, le père apprend à son tour la nouvelle. Ses félicita-

tions fusent. Il les exprime abondamment, chaleureuses et sincères. Il est ravi du succès de son fils qui signifie beaucoup pour lui, et pas seulement en termes économiques.

Da savoure le fruit de ses efforts, sans se voiler la face sur la réalité qui l'attend. Il sait que son chemin immédiat n'est pas celui de quelque université étrangère mais du marché de l'emploi. La famille attend le retour du revenu salarial. Sur ce point, l'unanimité prévaut en son sein. Même s'il sait qu'elle peut toujours faire un effort, il n'entend pas solliciter encore Asli. Non. Elle a assez donné.

Pourtant, il a d'office accédé au statut d'étudiant. Avec sa mention haute, il figure sur la liste des bacheliers choisis par la coopération française. Il est de

celles et ceux que l'on appelle les boursiers de l'ancienne puissance coloniale. Lui bénéficie d'une allocation pour études de lettres dites modernes en France. Il sait que la bourse est d'un montant plus élevé que celle de l'État djiboutien et qu'un étudiant peu dépensier comme lui peut en prélever une part pour sa famille. Mais il s'est engagé auprès des siens : après le lycée, l'emploi. Adieu alors aux études de lettres. A-t-il, au demeurant, vraiment voulu faire de la littérature française son métier et gagner-ri-z ? Ne s'y est-il pas orienté davantage par effet de contexte scolaire que par décision mûrie ? En réalité, il a beaucoup hésité entre ce choix et d'autres tels que la gestion, l'économie, la sociologie, ou encore le droit.

Nos lecteurs ont du talent



Récit : Asli et les siens (Suite)

Alors quel emploi ? Il en est un déjà tout prêt. Il a été reçu à un concours du ministère de la défense nationale, passé durant l'année scolaire. Une autre offre lui est faite par un parent d'élève français, père d'une camarade de classe. Il dirige, au titre de la coopération, un service important du ministère djiboutien de l'intérieur. Ce professionnel de la protection civile a repéré le lycéen lors des réunions du conseil de classe. L'un y représentait ses camarades de classe et l'autre les parents d'élèves dont il préside l'association. D'autres opportunités ? Une troisième offre peut venir du ministère des finances et de l'économie qui recrute des bacheliers pour formation et emploi. Le point commun aux trois offres d'emplois est le lieu de la formation : la France. L'ancienne puissance coloniale s'est imposée, à Djibouti, comme un partenaire privilégié au développement, pour reprendre une expression du jargon en usage. Cette position a fait de son sol la principale destination pour la formation des cadres du pays, particulièrement dans le secteur public qui est de loin le premier employeur local. A y regarder de près, la relation particulière ici observable avec l'ancien colonisateur n'est pas spécifique à Djibouti puisque la quasi-totalité des autres anciennes "colonies

françaises" en Afrique la connaissent...

Quel que soit son choix d'emploi, sa trajectoire est désormais tracée : gagner un salaire pour soutenir les siens et, en parallèle, construire son projet de vie. Il doit concilier intérêt familial et épanouissement personnel. N'est-ce pas ce qu'il a déjà commencé à faire en respectant l'injonction de son père à la formation en medersa, tout en acquérant un certain savoir scolaire en soirée avec le soutien de sa mère ? La liberté de l'aîné(e) d'une famille peu possédante est ici sous contrainte, si tant est qu'il existe une liberté sans entraves.

Aussi sert-il dans une institution publique où le dévouement requis peut aller jusqu'au sacrifice suprême. Il s'y adapte. Heureusement, sa solde lui permet de soutenir les siens bien mieux qu'avec le premier salaire. Il parvient aussi à entreprendre des études supérieures.

De la sorte, il poursuit son parcours peu courant. Sa construction personnelle y gagne encore. Entre autres forces, il consolide son estime de soi et sa résilience face aux peines de la vie.

Plus tard, lorsque ses cadets entrent dans la vie active et qu'ils le libèrent de l'obligation de soutien à la famille, il reprend sa li-

berté de choix. Il décide alors de vivre en accord avec lui-même. Indiscutablement, son union avec une étudiante éveillée, A, l'y aide. Partageant les mêmes convictions, ni elle ni lui n'ont le sentiment de mener une vie médiocre. Leurs enfants non plus. Tous dorment bien la nuit...

Certes, il est affecté par le trépas prématuré de son père, mort de maladie à un peu plus de cinquante ans, soit quelques années après son obtention du baccalauréat. Mais, à son grand bonheur, sa mère Asli défie le temps qui trotte et, des décennies plus tard, vit encore. Elle demeure si douce, digne et...debout à ses côtés. Elle porte bien son prénom : Asli signifie Authentique en langue somalie. Telle mère, tel enfant ? Le recul de l'âge le conforte dans ce qu'il a tôt pensé : il tient beaucoup d'elle. Merci Mum ! s'anime-t-il, immensément ému, au moment où se termine ce modeste récit. Fin ■